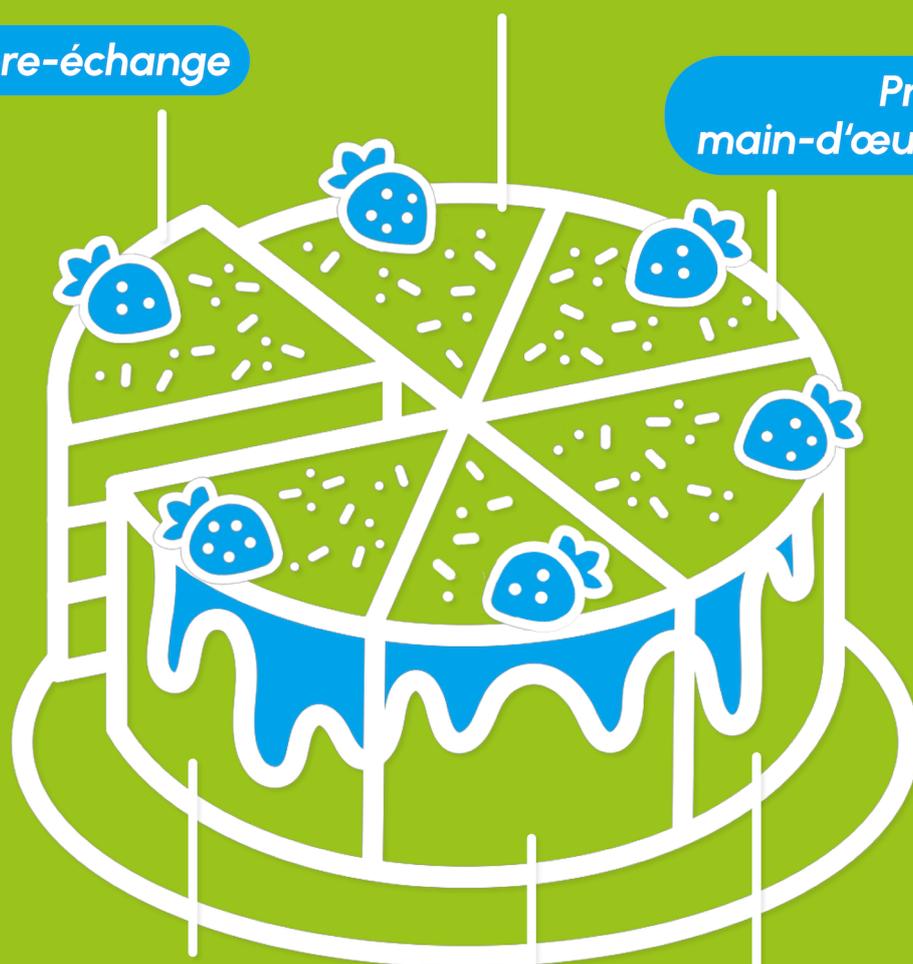


La recette vert'libérale pour une politique économique progressiste

Concurrence et esprit d'entreprise

Europe et libre-échange

Productivité et main-d'œuvre qualifiée



Éducation et recherche

Innovation et numérisation

Des finances saines et des impôts pertinents

Vert libéraux.
créateurs d'avenir

La recette vert'libérale pour une politique économique progressiste

Lancé lors de l'Assemblée des délégués du 25 mars 2023

Ingrédients

Pour une politique économique progressiste	3
Les six leviers d'une politique économique progressiste	6
1. Europe et libre-échange.....	6
2. Concurrence et esprit d'entreprise.....	10
3. Productivité et main-d'œuvre qualifiée.....	13
4. Éducation et recherche.....	16
5. Innovation et numérisation.....	20
6. Des finances saines et des impôts pertinents.....	24

Pour une politique économique progressiste

Les Vert'libéraux s'engagent pour un développement durable et tourné vers l'avenir, en tenant compte aussi bien des objectifs écologiques, économiques que sociaux. Celui-ci repose sur une économie de marché innovante et durable, une démocratie participative, une attitude respectueuse de l'environnement ainsi qu'une société tolérante et solidaire. Nous voulons protéger l'environnement – les fondements de notre vie – et le préserver pour les générations futures grâce à une croissance durable.

En Suisse, nous avons à nouveau besoin d'une vision globale qui place au centre les bases d'une économie forte. Le régime économique libéral de la Suisse, comparé à celui de ses pays voisins, est un modèle de réussite. Le marché du travail libéral représente particulièrement un avantage décisif pour la Suisse. Pour que l'économie soit florissante, il faut investir de manière constante et à long terme dans les fondamentaux : la formation, la recherche et les infrastructures. Les marchés ouverts sont également essentiels pour notre prospérité : grâce à l'accès au marché intérieur européen et à la conclusion d'accords de libre-échange durables. En tant que force politique libérale sur le plan économique, les Vert'libéraux s'engagent par conséquent pour la suppression des obstacles réglementaires et pour une concurrence loyale. La crise du COVID-19 a tout d'un coup rendu concrets des thèmes abstraits. Des finances publiques saines ne sont pas une fin en soi, mais nous donnent la marge de manœuvre nécessaire pour faire face à de nouveaux défis et à des périodes plus difficiles. La conciliation de la vie familiale et professionnelle n'est pas accessoire, mais bien au contraire au centre de notre politique de lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La numérisation ne doit pas rester un slogan et les politiciennes et politiciens doivent enfin saisir l'immense opportunité qu'elle représente en la considérant comme une priorité et en la promouvant de manière coordonnée dans tous les domaines.

Nous voulons exploiter tout le potentiel de la Suisse en termes de talents, d'innovations et d'entrepreneuriat. Pour ce faire, les Vert'libéraux proposent une politique économique progressiste, qui investit dans les fondements et les institutions d'une croissance durable. La réponse à notre monde en crise ne doit pas être un immobilisme ou un attachement à de vieux schémas de pensée et d'action. Il est temps de mettre en œuvre à un grand rythme des réformes tournées vers l'avenir et d'investir dans une économie durable.

Économie : coincée entre idéologie et polarisation

L'économie suisse souffre d'une forte polarisation. La politique de bloc menée par la gauche et la droite limite notre capacité d'action. D'une part, les forces de gauche considèrent l'entrepreneuriat et le capital comme un danger plutôt que comme un moteur économique. À cause de leur protectionnisme, ces conservateurs de gauche nuisent à l'économie. Pendant ce temps, la politique économique du camp de droite consiste principalement en un refus indifférencié de tout changement et de toute réglementation étatique, répondant à des intérêts particuliers et des baisses d'impôts souvent trop peu ciblées.

La polarisation au sein des deux camps a également pour conséquence que la Suisse se détourne de son principal partenaire commercial – l'UE. Pendant des années, une large coalition allant du centre-gauche au centre-droit a fait progresser avec succès l'ouverture de la Suisse sur l'Europe et son intégration dans le marché intérieur européen. Elle s'est aujourd'hui disloquée en raison de la politique de blocage de la gauche et de la droite, avec des dommages massifs pour la Suisse.

En lieu et place d'investissements dans les bases de l'économie de demain et dans de bonnes conditions-cadres, nous voyons se répandre le protectionnisme, les distorsions de concurrence et l'isolationnisme. Les Vert'libéraux souhaitent mettre en place une politique économique progressiste, qui pose aujourd'hui les jalons de la prospérité de demain. Une politique économique sans œillères : ni vis-à-vis du capital, ni vis-à-vis de l'Etat, et certainement pas vis-à-vis de l'Europe.

Libéralisme responsable : abandonner la lutte de la répartition au profit d'une véritable stratégie de croissance

En Suisse, il y a régulièrement des tensions sur la manière de répartir les parts du gâteau. Le débat devrait plutôt se concentrer sur les réformes et les leviers nécessaires pour former des professionnels, stimuler l'innovation, augmenter la productivité tout en renforçant la durabilité et en préservant notre prospérité. En résumé, nous devrions discuter de la manière dont nous pouvons, en Suisse, bénéficier de parts de gâteau durablement plus grosses. En effet, une économie forte est la base d'emplois bien rémunérés, d'un État social viable, d'une protection efficace du climat et des espèces et de finances publiques solides.

Nous demandons un libéralisme responsable, ainsi qu'une intrusion étatique aussi mince que possible, intervenant cependant de manière décisive dès que nécessaire. Nous considérons que l'ordre économique libéral et le marché du travail flexible de la Suisse constituent un grand avantage pour notre pays. L'entrepreneuriat doit être activement encouragé par de bonnes conditions-cadres et ne pas être inutilement limité par un excès de bureaucratie. Les milliers de PME que compte la Suisse sont un pilier important de notre économie. Les interventions de l'État sur le marché devraient en principe s'effectuer par le biais de systèmes incitatifs de l'économie de marché, tels que des taxes d'incitation, ou par le biais de prescriptions et d'interdictions – celles-ci doivent cependant advenir lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement.

En raison de notre marginalisation en Europe, nous sommes également exclus des principaux processus de décision en matière de politique économique et environnementale. L'intégration de la Suisse dans le marché intérieur de l'UE est l'un des fondements notre politique économique.

Le Vert libéraux souhaitent mettre en place des réformes et stimuler les investissements dans l'avenir. Les Vert libéraux s'engagent pour :

- La préservation d'une vision globale pour notre place économique. Cela signifie des conditions-cadres stables, favorisant la concurrence et l'innovation, ainsi que la sécurité juridique.
- La transformation progressive vers une économie durable, dans laquelle prévaut la vérité des prix et où les objectifs convenus en matière de protection du climat et des espèces sont atteints en premier lieu par des instruments d'économie de marché (taxes d'incitation, systèmes d'échange de quotas d'émission et de compensation aux frontières).
- Une Suisse interconnectée au niveau international, attractive pour les professionnels du monde entier, qui permet à nos talents et à nos entrepreneuses d'agir et de travailler par delà le monde.
- La stabilisation et le développement de nos relations avec l'Europe. Un nouvel accord institutionnel ou une adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen doit permettre d'atteindre cet objectif et de garantir ainsi sa participation au marché intérieur européen.
- Investir dans les atouts de la Suisse et les bases de l'économie de demain : formation, recherche, main-d'œuvre qualifiée et bien d'autres choses encore.
- Préserver une vision globale de notre économie. Cela signifie une concurrence loyale qui permet l'innovation. Nous refusons de faire des cadeaux à certains acteurs-trices, que ce soit sous forme de subventions ou d'allègements fiscaux.
- La valorisation de tout le potentiel du marché du travail grâce à la concurrence et à l'égalité des chances.
- Des finances durables et une hiérarchisation claire des dépenses publiques, afin de mettre la politique financière au service de la durabilité et de la création de valeur.



Europe et libre-échange



Les six leviers d'une politique économique progressiste

1. Europe et libre-échange

La politique européenne de la Suisse est au point mort à cause des forces conservatrices de gauche et de droite, qui bloquent toute solution aux questions en suspens dans les relations bilatérales. Elles mettent ainsi en péril les relations avec notre principal partenaire commercial. Nos voisins européens sont également nos alliés en matière de politique étrangère et de sécurité et sont nos partenaires les plus proches dans la résolution des défis mondiaux. L'impasse dans laquelle se trouve la politique européenne entraîne une grave érosion des relations bilatérales. L'une après l'autre, les branches sont touchées par la désintégration des accords bilatéraux : Medtech, MEM, Agro-Food, ainsi que le secteur de la recherche et de la formation.

La Suisse est une nation exportatrice. Nous nous engageons en faveur du libre-échange et souhaitons une coopération économique intensive et une politique commerciale responsable de la part de la Suisse. Le commerce est essentiel pour une Suisse ouverte sur le monde et dont la prospérité dépend en grande partie de ses exportations. Il favorise en outre la paix et la prospérité dans le monde entier, à condition que le système commercial repose sur l'équité et soit axé sur la durabilité. Le libre-échange et les partenariats économiques garantissent notre prospérité. Avec des conditions-cadres sociales et écologiques appropriées, ils offrent en outre à tous les pays une chance de développement économique. Cela crée de la stabilité, favorise la paix et atténue la pauvreté dans le monde.

Ce pourquoi l'Europe et le libre-échange sont importants

La Suisse fait partie de l'Europe, nous partageons avec les pays de l'UE les mêmes valeurs fondamentales, démocratiques, libérales et sociales. De plus, l'UE est de loin notre principal partenaire commercial. Peu de pays profitent autant que la Suisse de l'intégration dans le marché intérieur européen. Les échanges commerciaux avec l'Europe s'élèvent à 266 milliards de francs par an, ce qui correspond à près de 58% du volume total des échanges commerciaux de la Suisse¹.

Des frontières ouvertes et des relations réglementées avec l'étranger, en premier lieu avec nos voisins européens, sont essentielles à la prospérité de la Suisse. La Suisse fait partie des 20 pays les plus exportateurs du monde. En 2021, des marchandises d'une valeur d'environ 260 milliards de francs ont été exportées depuis la Suisse. De plus, des marchandises d'une valeur d'environ 182 milliards de francs ont été importées en Suisse. Avec une augmentation d'environ 43 milliards de francs, la Suisse enregistre ainsi une valeur record dans le commerce bilatéral.² En fin de compte, tout le monde souffre des entraves au commerce et des restrictions à l'importation, notamment le secteur de l'exportation. En effet, la part des exportations suisses constituée d'intrants étrangers dépasse aujourd'hui les 20 %. Dans certaines branches, comme la pharmacie, cette part atteint même 50 %.

Les Vert libéraux s'y engagent

Nous voulons pouvoir participer à la vie économique et mettre en place un système de formation sur un pied d'égalité dans toute l'Europe. Nous souhaitons que les biens et les services puissent circuler et être échangés librement au sein de l'Europe, sans obstacles.

Ce n'est qu'en stabilisant puis en développant les accords bilatéraux que nos entreprises pourront continuer à vendre leurs produits et services dans toute l'Europe de manière égalitaire. Nos hautes écoles pourront continuer à profiter des programmes de recherche européens et nos étudiant-e-s conserveront le libre accès aux universités

¹ https://www.eda.admin.ch/dam/europa/fr/documents/faq/schweiz-eu-in-zahlen_fr.pdf

² <https://www.bazg.admin.ch/bazg/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse/publications/rapports-annuels.html>

européennes. De plus, sur des thèmes centraux comme l'énergie, la bourse ou la recherche, de nouveaux accords pourront enfin être conclus, ouvrant ainsi de nouvelles possibilités de développement pour notre pays.

Assurer et développer l'accès au marché intérieur européen

Il est dans l'intérêt même de la Suisse de garantir son intégration dans le marché intérieur européen et d'obtenir un développement des accords bilatéraux. En interrompant les négociations sur un accord-cadre institutionnel, le Conseil fédéral a conduit la Suisse à un blocage en matière de politique européenne, sans présenter de plan B pour ce dossier central. Le gouvernement fait ainsi preuve d'un manque de leadership et n'assume pas ses responsabilités envers l'économie et la société. Les Vert libéraux demandent au contraire un développement des relations avec l'Europe. Les questions institutionnelles doivent être résolues : avec un accord institutionnel 2.0 ou grâce à une adhésion à l'EEE - les meilleures et, actuellement, les seules options prometteuses. Cette perspective est essentielle dans le cadre d'une intégration au marché européen de l'électricité et de l'énergie, primordiale pour notre sécurité d'approvisionnement.

Obtenir une pleine association à Horizon Europe

Aujourd'hui plus que jamais, la recherche et l'innovation se pratiquent sur la base de réseaux internationaux. L'UE l'a reconnu et encourage depuis des décennies l'interconnexion des chercheurs-euses avec le plus grand programme de promotion de la recherche au monde. Pendant longtemps, la Suisse a pu participer aux programmes de recherche européens. Depuis l'interruption unilatérale des négociations en vue d'un accord-cadre avec l'UE, la Suisse ne participe plus à Horizon Europe, avec de graves conséquences pour la place de recherche suisse.

Les Vert libéraux exigent une action rapide. La Suisse doit à nouveau pouvoir participer pleinement au programme de financement européen, et ce le plus rapidement possible. Des solutions de remplacement ne peuvent pas remédier aux conséquences de l'exclusion d'Horizon Europe.

Permettre la participation à Erasmus

Les Vert libéraux demandent une pleine association au programme européen de formation Erasmus. Les étudiant-e-s et les élèves des écoles professionnelles suisses ont longtemps profité massivement du programme de mobilité Erasmus. En effet, les séjours à l'étranger pendant la formation ne s'accompagnent pas seulement de connaissances linguistiques et de compétences interculturelles supplémentaires, ils favorisent également le réseautage international et de nouvelles façons de voir les choses.

Dans ce domaine également, la Suisse ne peut pas faire cavalière seule et ne peut pas remplacer la participation à un programme européen. C'est pourquoi les Vert libéraux s'engagent pour une participation aussi rapide et complète que possible au programme de mobilité européen Erasmus. La participation à Erasmus est un investissement dans les jeunes générations et une chance importante pour notre pays.

Le multilatéralisme plutôt que le protectionnisme

La Suisse fait partie des pays dont le commerce extérieur représente la plus grande part du produit intérieur brut (PIB). En tant que petit état, la Suisse, nation exportatrice, dont l'économie est basée sur l'innovation, ne peut pas s'imposer simplement avec une politique de marché, mais dépend d'une réglementation contractuelle des accès au marché. Dans le contexte actuel de chaînes de création de valeur globalisées, il faut une politique économique extérieure forte qui mise sur la libéralisation commerciale aussi bien multilatérale que bilatérale. L'isolement et le protectionnisme ne sont pas une solution - au contraire : nous ne pouvons relever les grands défis de notre époque que grâce aux interconnexions sur le plan international. C'est pourquoi nous misons sur plus d'Europe, plus de commerce et plus de coopération internationale.

La Suisse, porte-parole d'un libre-échange durable

La Suisse doit s'engager en faveur d'un commerce équitable, durable et, si possible, multilatéral. En associant l'économie et l'écologie dans le libre-échange, la Suisse peut fixer le standard pour les futurs accords de libre-échange.

La Suisse doit constamment développer ses accords de libre-échange et ses partenariats économiques et viser de nouveaux accords. Les critères de durabilité et les accords de protection des investissements doivent toujours être pris en compte. La réalisation systématique d'études d'impact sur la durabilité des accords de libre-échange et leur impact sur l'environnement est une condition préalable. En outre, les Vert'libéraux s'engagent à promouvoir la responsabilité des entreprises à l'étranger.

Une taxe sur les importations de CO₂ plutôt que des obstacles au commerce

Nous nous engageons pour la suppression des entraves au commerce qui ne poursuivent qu'un but protectionniste et fiscal. En revanche, les effets externes à l'étranger doivent être internalisés par une taxe sur les importations de CO₂. Les Vert'libéraux demandent donc l'introduction de systèmes de compensation aux frontières (Border Tax Adjustments) dans le sens d'une taxe d'incitation. Cela permet de compenser la pollution de l'environnement et le dérèglement du climat causés par le commerce. Cela ne profite pas seulement à l'environnement et au climat, mais conduit également à une concurrence équitable. La compensation environnementale et climatique encourage une production et une consommation durables, sans que les producteurs nationaux ne subissent de distorsions de concurrence. La taxe d'incitation doit être redistribuée.

Des "clubs climatiques" doivent être créés avec les États qui appliquent des taxes d'incitation comparables à celles de la Suisse. Le commerce entre la Suisse et ces États serait exempté du mécanisme de compensation frontalier (taxe sur les importations de CO₂). Dans ce sens, nous demandons un rattachement de la Suisse au Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) prévu par l'UE.



Concurrence et esprit d'entreprise



2. Concurrence et esprit d'entreprise

Régulièrement, le Parlement adopte des lois qui ne servent pas l'économie nationale dans son ensemble, mais les intérêts de certaines branches ou entreprises. Citons par exemple la «Lex Panama», qui prévoit une exception à la loi sur le blanchiment d'argent pour les fiduciaires, les avocats et les conseillers. La récente taxe au tonnage ou la promotion des produits agricoles, comme le sucre, servent également les intérêts particuliers de certaines branches et nuisent en outre à l'environnement. De plus, l'économie de partage est combattue à différents niveaux, par exemple en limitant inutilement la sous-location pour restreindre l'offre d'airbnb. Nous voulons nous opposer à ce protectionnisme. La numérisation et la concurrence doivent être reconnues comme une chance par la politique. Le pouvoir de marché et les bénéfices des monopoles doivent toutefois être limités par des mesures appropriées.

Les Vert'libéraux considèrent que l'ordre économique libéral et le marché du travail flexible de la Suisse constituent un grand avantage pour notre pays. L'entrepreneuriat doit être activement encouragé par de bonnes conditions-cadres et ne pas être inutilement limité par un excès de bureaucratie. Les milliers de PME que compte la Suisse sont un pilier important de notre économie. Les interventions de l'État sur le marché devraient en principe s'effectuer par le biais de systèmes incitatifs conformes à l'économie de marché, tels que des taxes d'incitation, ou par le biais de prescriptions et d'interdictions mais uniquement lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement.

Les Vert'libéraux s'y engagent

Le Parti vert'libéral est le plus favorable à la concurrence et souhaite briser les marchés oligopolistiques et monopolistiques. La concurrence augmente la qualité, permet des innovations et fait baisser les prix et la consommation de ressources. C'est pourquoi nous soutenons, dans la mesure du possible, des conditions de marché favorisant la concurrence. Au lieu de mettre en place des mesures protectionnistes, il faut plutôt viser la vérité des prix.

Permettre une juste concurrence est la fonction la plus importante de l'État

L'État doit imposer le moins de barrières possible à l'économie, mais veiller à ce qu'une concurrence saine et équitable puisse s'exercer sur des marchés qui fonctionnent. Sur le marché intérieur suisse, il existe divers monopoles, réglementations et distorsions du marché qui empêchent une concurrence loyale et efficace. Les Vert'libéraux souhaitent que cet état de fait préjudiciable soit rapidement corrigé.

Une concurrence fonctionnelle et équitable ne se crée pas d'elle-même. Elle nécessite des institutions fortes, notamment des droits fondamentaux, une autorité de la concurrence dotée d'instruments efficaces et des réglementations qui garantissent la concurrence. Les défaillances du marché et leurs conséquences pour les consommateurs doivent être corrigées dans la mesure du possible. Il faut également éviter que, dans un marché qui fonctionne, les entreprises publiques évincent les acteurs privés et faussent la concurrence.

En finir avec le protectionnisme et les intérêts particuliers

Les Vert'libéraux s'opposent à une politique économique qui vise avant tout à promouvoir certaines branches. Nous rejetons clairement le maintien des structures : en effet, une économie florissante permet et rend possible le changement et l'innovation. Le processus créatif de l'innovation signifie que de nouvelles idées et technologies voient le jour, mais aussi que des modèles d'entreprise et des produits qui n'ont pas réussi disparaissent.

Les lois de lobbying qui servent uniquement à protéger certaines branches ou entreprises doivent être libéralisées. Les exemples actuels sont la "Lex Booking" ou la loi révisée sur les télécommunications, qui s'est transformée en une loi servant exclusivement les intérêts de Swisscom. La protection nationale pour certains groupes professionnels n'est plus de mise ; les notaires, par exemple, doivent pouvoir entrer en concurrence dans toute la

Suisse, comme les avocats. Les contributions financières à l'agriculture doivent être liées à des prestations écologiques telles que la protection du climat et des espèces. Les Vert^{lib}éraux s'opposent par principe à l'octroi de subventions à certaines branches pour le maintien des structures.

Des conditions-cadres allégées et des démarches administratives simplifiées

Un enchevêtrement de réglementations complexes et de procédures du même type avec d'innombrables démarches administratives est un frein pour l'économie, un risque pour la place économique suisse et une source d'irritation pour nos entrepreneurs. Le SECO estime par exemple que la bureaucratie coûte chaque année six milliards à nos PME.³ Cela mobilise des ressources qui pourraient être mieux investies dans l'innovation ou dans de meilleurs salaires, tout en rendant la vie inutilement difficile, en particulier pour les PME et les start-ups qui ne peuvent pas bénéficier de services de conformité.

Les Vert^{lib}éraux s'engagent en faveur d'une réglementation allégée et ciblée ainsi que pour des démarches administratives simples sous forme numérique. La réglementation est parfois importante et nécessaire, mais, dans cette jungle d'articles, même nous, Vert^{lib}éraux, défendons une déforestation à grande échelle. La création d'entreprise doit pouvoir être entièrement numérisée et les interfaces entre l'État et les entreprises, comme entre les différentes autorités, doivent fonctionner sans problème.

Les entreprises proches de l'État doivent se concentrer sur le service public

L'État et les entreprises qui lui sont proches ont des tâches centrales dans le domaine des infrastructures et du service public. Il doit en être de même à l'avenir, mais ils doivent se concentrer sur leur fonction principale. L'intégration croissante de l'État et de ses satellites sur les marchés privés nuit à notre économie. Il en résulte une concurrence faussée. Les entreprises proches de l'État profitent d'une large couverture du marché et d'un capital important provenant du monopole que ce dernier leur garantit. Cela conduit à un avantage concurrentiel déloyal.

Les Vert^{lib}éraux demandent que les entreprises proches de l'État se concentrent sur leur mission dans le secteur des infrastructures et du service public et qu'elles ne s'aventurent pas continuellement dans des domaines d'activité non pertinents. Alternativement, certains domaines peuvent être séparés et privatisés dans le cadre de la libre concurrence. Les Vert^{lib}éraux s'opposent par exemple à la levée de l'interdiction d'octroyer des crédits et des hypothèques de PostFinance sans garantie de privatisation préalable. Cela aurait pour conséquence l'entrée d'un autre acteur étatique sur un marché libre et donc une distorsion de la concurrence.

La Suisse : une nation pionnière

Les jeunes entreprises et les start-ups nous apportent de nouvelles idées et de nouveaux modèles commerciaux. Elles contribuent à notre force économique et à notre prospérité. Les Vert^{lib}éraux veulent ouvrir des espaces de liberté pour l'innovation et la créativité. La création d'entreprises doit être aussi simple que possible, idéalement à portée de clic, mais l'accès au financement des start-up doit également être amélioré. Toutefois, la Suisse a pour cela également besoin de programmes de soutien publics flexibles pour combler les lacunes financières entre le stade du développement et celui de la commercialisation. Il faut également augmenter l'attractivité pour les investisseurs étrangers.

³ <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-74531.html>



Productivité et main-d'œuvre qualifiée



3. Productivité et main-d'œuvre qualifiée

Le potentiel de main-d'œuvre de la Suisse est loin d'être entièrement valorisé. De nombreuses personnes bien formées travaillent moins qu'elles ne le souhaiteraient. Les causes de cette situation sont multiples : la conciliation entre vie familiale et professionnelle est insuffisante, les offres de formation et de formation continue ne sont plus partout adaptées à notre époque et il n'est pas rare que le deuxième revenu d'une famille soit englouti par les impôts. Sans mesures appropriées, ce problème ne fera que s'accroître à l'avenir. Il est grand temps que nous nous orientions vers le marché du travail de demain. Cela implique des réformes ciblées du système fiscal, de la formation et de la recherche ainsi que de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Notre société a encore tellement de potentiel : utilisons-le !

Ce pourquoi la productivité et le personnel qualifié sont importants

Des changements démographiques sont à prévoir sur le marché du travail. Les baby-boomers vont bientôt partir à la retraite et le taux de natalité actuel reste bas. Dans les années à venir, l'évolution démographique posera de grands défis à l'économie suisse. Aujourd'hui déjà, il y a moins de jeunes travailleuses qui entrent sur le marché du travail que de personnes plus âgées qui partent à la retraite. Le potentiel de croissance de l'économie suisse se réduit ainsi à moyen terme de 1,8 % à 1,3 % par an. Parallèlement, les dépenses directement liées à l'évolution démographique augmentent, en particulier celles liées aux soins de longue durée, à la santé et à la vieillesse.

De plus, la numérisation modifie la structure économique en général. Dans ce contexte, il est essentiel que la Suisse investisse dans le développement et l'utilisation du potentiel de main-d'œuvre et dans la création de valeur ajoutée.

Les Vert'libéraux s'y engagent

Une manière de contrer cette tendance est d'utiliser plus efficacement le potentiel de main-d'œuvre, notamment en augmentant le taux d'emploi des femmes et des personnes migrantes. Pour cela, nous devons améliorer de manière significative les conditions-cadres et éliminer les mauvaises incitations.

Une imposition individuelle juste

L'imposition commune des couples mariés entraîne, en raison de la progressivité de l'impôt, une charge fiscale très élevée sur le deuxième revenu. De ce fait, l'activité professionnelle n'est souvent plus guère rentable ou est même pénalisée financièrement. La charge fiscale disproportionnée sur le deuxième revenu engloutit une grande partie du revenu supplémentaire. De si mauvaises incitations à travailler renforcent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et font perdre d'importantes recettes fiscales.

C'est pourquoi, les Vert'libéraux demandent le passage à l'imposition individuelle. Des études montrent que cela libère un potentiel allant jusqu'à 50'000 emplois à plein temps bien qualifiés. Cela concerne en particulier les femmes bien formées qui ont réduit leur activité rémunérée, qui bénéficient ainsi de la création des conditions d'une participation accrue à la vie professionnelle.

Une meilleure conciliation entre travail et famille

Les Vert'libéraux s'engagent pour une compatibilité entre vie de famille et activité professionnelle, pour les hommes et les femmes. Cela passe par le développement et l'amélioration des offres d'accueil et de l'organisation quotidienne à tous les niveaux. L'État ne doit pas se décharger de la responsabilité éducative sur les familles, mais les soutenir dans cette tâche. En matière de garde d'enfants et d'écoles à horaire continu, la Suisse est toujours à la traîne par rapport à d'autres pays. Cela a un impact direct sur la participation des parents au marché du travail, en particulier des mères. La raison la plus souvent invoquée par les femmes qui ne travaillent pas ou qui travaillent

à temps partiel est l'obligation de s'occuper des enfants ou des membres de la famille nécessitant des soins. Or, les femmes sont désormais généralement aussi bien formées que les hommes. L'économie suisse est de plus en plus dépendante de ce potentiel.

Rendre possible de nouveaux modèles de travail au lieu d'y contrevenir

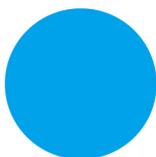
Les nouveaux environnements de travail nécessitent de nouvelles réponses. La flexibilisation en est la clé. La numérisation et les nouvelles formes de travail ont transformé la vie économique. De plus en plus de personnes ont aujourd'hui plusieurs employeur·euse·s ou travaillent en tant qu'indépendant·e·s. Nous devons tenir compte de ces changements afin que notre système économique et notre marché du travail restent un avantage à l'avenir.

Les obstacles réglementaires aux modèles d'entreprise innovants et durables (par exemple l'économie de partage et l'économie circulaire) doivent être supprimés. Les règles et les délimitations existantes entre le travail indépendant et le travail salarié ne sont plus adaptées à l'ère du numérique et doivent être modifiées. Cela vaut en particulier pour les assurances sociales.

Congé parental paritaire

Les Vert libéraux s'engagent pour l'introduction d'un congé parental paritaire, lié à l'activité professionnelle des deux parents. La législation actuelle en cas de naissance d'un enfant entrave activement l'égalité des sexes dans la vie professionnelle. Elle stipule que seules les mères, et non les deux parents, doivent s'absenter du travail après la naissance d'un enfant.

Si les deux parents peuvent reprendre une activité professionnelle plus tôt et de manière plus soutenue, cela a également des effets positifs sur l'économie : l'augmentation du taux d'activité des femmes atténue la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ; les recettes fiscales et de sécurité sociale supplémentaires engrangées soulagent l'État et contribuent à amortir les coûts de formation. L'augmentation de l'activité professionnelle des femmes réduit leur dépendance vis-à-vis des prestations complémentaires et de l'aide sociale en cas de vieillesse ou de séparation, et donc réduit également les coûts pour l'État.





Éducation et recherche



4. Éducation et recherche

L'éducation est un élément central d'une société libérale, notamment pour garantir l'égalité des chances et notre capacité d'innovation. Tout commence par une bonne éducation : c'est la condition élémentaire pour progresser individuellement et mener une vie indépendante. Aujourd'hui plus que jamais, les chances d'ascension sociale dépendent de la formation. Les Vert'libéraux souhaitent que chaque personne puisse exploiter pleinement son potentiel - et ce tout au long de sa vie. Nous voulons des écoles sûres pour l'avenir, dans lesquelles les meilleures possibilités de travail sont disponibles pour l'enseignement et l'apprentissage.

De hautes écoles modernes et les meilleures conditions de recherche sont la base de l'innovation et du progrès dans notre pays et dans le monde entier. Elles ouvrent de nouvelles opportunités à notre société et permettent de lutter contre les défis mondiaux. Qu'il s'agisse du changement climatique, avec le développement de carburants respectueux du climat, ou de la protection de la santé, avec de nouveaux vaccins.

Ce en quoi l'éducation et la recherche sont importantes

La qualité de l'éducation a un impact massif sur la vie future et l'ascension sociale dans la société. L'éducation donne aux individus les connaissances, le savoir et les compétences nécessaires pour participer à la vie sociale et s'imposer sur le marché du travail. En outre, l'éducation peut contribuer à ce que les gens s'intéressent davantage à la politique, soient en meilleure santé et même plus heureux. Dans notre société axée sur la connaissance, qui se caractérise par des changements rapides, l'éducation doit fournir des compétences durant toute la vie d'une individu.e. Les personnes bien formées ont nettement plus de chances de trouver un emploi et d'obtenir un meilleur revenu.

Le système éducatif de la Suisse se situe au 12ème rang des 41 pays de l'OCDE.⁴ Si l'on tient compte des résultats des tests PISA, la Suisse descend même à la 16ème place. La situation est encore pire en ce qui concerne les disparités sociales dans l'éducation. La Suisse se trouve dans les derniers rangs (30ème rang). Cela indique que le revenu et l'éducation des parents jouent un rôle plus important dans le choix de l'éducation des enfants que dans d'autres pays. Notre système scolaire doit offrir une éducation de qualité à tous les élèves, indépendamment de leur origine et de leurs conditions sociales.

Cela doit également être l'objectif de nos établissements d'enseignement supérieur, leaders au niveau mondial. Les universités suisses sont à la pointe sur le plan international. Six universités suisses se classent parmi les 200 meilleures universités du monde.⁵ L'ETH de Zurich reste la meilleure université d'Europe continentale. La compétitivité des universités suisses repose non seulement sur leur bon financement, mais aussi sur leur ouverture et leur réseau international. Il s'agit de les préserver.

Les Vert'libéraux s'y engagent

La formation revêt une importance centrale dans une société libérale. Elle permet aux individus de participer de manière autonome à la vie sociale et économique et d'agir de manière responsable. Une école obligatoire forte, le système de formation dual, des hautes écoles de premier ordre et la reconnaissance internationale des diplômes suisses sont d'une importance capitale pour la place scientifique et économique suisse. La recherche est un moteur essentiel du progrès et est indispensable pour relever les défis de l'avenir. C'est pourquoi nous nous engageons en faveur d'un pôle universitaire et de recherche compétitif au niveau international.

⁴ <https://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/topics/education-fr/>

⁵ <https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2023/world-ranking>

Plus d'investissements pour plus d'égalité des chances

Nous devons encourager les talents et le potentiel de tous les enfants, afin que chacun d'entre eux ait la possibilité de mener une vie autonome - quels que soient le milieu familial dont il est issu, sa langue maternelle ou ses handicaps. L'égalité des chances et l'encouragement des talents sont un impératif d'équité et sont essentiels à la réussite économique de la Suisse. Pour la cohésion de la Suisse, il est en outre important que les élèves puissent également faire des expériences dans d'autres régions linguistiques du pays. C'est pourquoi les Vert libéraux sont en faveur d'un soutien ciblé pour les élèves issus de familles socialement défavorisées, par exemple par le biais de l'encouragement précoce.

Renforcer l'éducation de la petite enfance

Nos enfants n'apprennent plus jamais aussi facilement, sans effort et avec autant de plaisir qu'avant l'âge de 5 ans. Les retards sont ensuite difficiles à rattraper. L'éducation de la petite enfance pose la première pierre d'un parcours éducatif, professionnel et de vie réussi. C'est pourquoi nous voulons la renforcer afin que chaque enfant ait les mêmes chances. Nous demandons que les structures d'accueil de jour pour enfants soient renforcées et réellement conçues comme la première étape de la chaîne éducative. C'est pourquoi les Vert libéraux s'engagent en faveur d'un soutien pour les frais de garde adaptés aux besoins et d'une offre de crèches couvrant l'ensemble du territoire. Cela permettra également aux parents de poursuivre plus facilement leur activité professionnelle.

Promotion de la formation MINT

Nous souhaitons mettre en place des mesures ambitieuses pour la formation en mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique (MINT). C'est pourquoi nous demandons qu'il y ait des normes de qualité à l'échelle fédérale en matière de formation obligatoire concernant l'éducation MINT de la petite enfance. Les pédagogues doivent être formés à l'apprentissage par l'expérimentation et la recherche dans toutes les crèches. Nous demandons un ensemble de mesures ciblées pour la promotion des filles et des femmes dans le domaine MINT.

Moderniser l'enseignement tertiaire

Les hautes écoles suisses comptent parmi les meilleures du monde mais pour rester dans la ligue des champions, la Suisse doit continuer à investir dans ses universités et dans ses hautes écoles spécialisées. Le taux d'abandon dans les universités suisses est élevé (autour de 30 %), avec des taux supérieurs à la moyenne dans certains cantons et parmi les étudiants étrangers. Cela indique que la qualité de l'enseignement supérieur est plus faible dans ces cantons. Un accord a donc été conclu entre les cantons pour harmoniser les programmes d'enseignement secondaire supérieur et tertiaire. Cette réforme vise à aider les élèves défavorisés à terminer leurs études secondaires et à accéder à l'enseignement supérieur.

Apprentissage tout au long de la vie

Le monde du travail et les attentes vis-à-vis de la main-d'œuvre évoluent rapidement. La formation professionnelle doit être davantage axée sur un apprentissage au long terme et sur la transition numérique. Le parcours de vie du 20^{ème} siècle, cloisonné en trois parties - formation, activité professionnelle, retraite - est révolu. Cela implique un investissement à vie dans sa propre formation initiale et continue et un engagement de la société, de la politique et surtout des entreprises en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie. C'est pourquoi les Vert libéraux veulent des modèles innovants pour promouvoir la formation initiale et continue tout au long de la vie. Avec l'introduction d'un « pilier 3f » (pour « formation »), la formation continue peut être soutenue de manière analogue à la prévoyance vieillesse par le pilier 3a. La reconnaissance et la prise en compte des compétences existantes lors de l'acquisition de nouveaux certificats ou de certificats supplémentaires doivent être renforcées, par exemple avec un « deuxième apprentissage à temps partiel ».

Connaissances linguistiques et compétences interculturelles

La mise en réseau internationale s'intensifie. Cela s'accompagne d'exigences plus élevées en matière de connaissances linguistiques et de compétences culturelles. Pour répondre à ce besoin, il convient de renforcer, au plus tard à partir de l'école secondaire, l'apprentissage d'une deuxième langue nationale ainsi que les semestres d'échange au sein de toutes les régions linguistiques de Suisse et, pour les écoles professionnelles et les gymnases, au sein de l'Europe (par ex. par le biais d'Erasmus+, auquel la Suisse s'associe à nouveau pleinement dès 2021).

Les pouvoirs publics doivent, en collaboration avec les entreprises formatrices, soutenir et simplifier les échanges d'apprenties au sein de la Suisse.

Renforcer la place de recherche suisse

La participation au programme-cadre de recherche européen « Horizon Europe » est essentielle et doit être assurée par les politiques avec une priorité élevée. D'autres accords de recherche bilatéraux doivent être conclus avec des pays industrialisés et des pays en développement.

Défendre la liberté de la science

Nous défendons la liberté de la recherche et de l'enseignement. La science vit d'une culture du débat ouvert. L'exclusion d'autres opinions est contraire à la liberté de la recherche et de l'enseignement. Dans une société ouverte, même les opinions difficiles à accepter doivent pouvoir être exprimées. C'est pourquoi nous voulons renforcer les mécanismes d'autorégulation éthique propres à la science. L'influence politique du gouvernement chinois sur le travail des universités doit être abordée.





Innovation et numérisation



5. Innovation et numérisation

La Suisse a toujours été l'un des pays les plus innovants au monde. Le progrès offre de nombreuses chances d'améliorer et de simplifier la vie et le quotidien des gens. De même, l'innovation est une condition préalable à la prospérité, à la croissance et à l'emploi. Nous avons maintenant besoin des bonnes idées pour conserver notre position de leader dans la compétition mondiale pour les idées et les talents.

La numérisation transforme le monde du travail et présente des défis, mais offre aussi et surtout des opportunités. Pour un pays pauvre en ressources comme la Suisse, il est justement essentiel d'exploiter au mieux les opportunités offertes par la numérisation. Pour garantir les emplois et la prospérité, l'économie suisse doit être bien positionnée pour faire face aux défis existants et à venir. La crise du COVID-19 a montré de manière exemplaire l'importance de la diffusion des outils numériques ainsi que d'une infrastructure qui fonctionne bien. Si nous planifions de manière coordonnée les investissements nécessaires dans la numérisation, nous économiserons non seulement beaucoup d'argent, mais nous augmenterons également le confort de toutes et tous et préserverons l'environnement.

La numérisation ne doit pas rester un slogan et les politiques doivent enfin saisir l'immense opportunité qu'elle représente en la considérant comme une priorité et en la promouvant de manière coordonnée dans tous les domaines.

Ce pourquoi l'innovation et la numérisation sont importantes

Depuis plus de dix ans, la Suisse figure dans le top de l'indice mondial de l'innovation⁶. Les raisons de ce succès sont multiples. En raison du manque relatif de ressources naturelles, la Suisse est contrainte de se concentrer sur la recherche et le développement. Les demandes de brevets en sont un exemple typique. Avec 966 demandes de brevets par million d'habitants en 2020, la Suisse se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne de 146 demandes par million d'habitants et occupe la troisième place mondiale.

La Suisse occupe la cinquième place mondiale en termes de compétitivité numérique⁷. Notre pays dispose d'une bonne infrastructure numérique et d'une bonne réglementation, ainsi que d'une attitude favorable à la numérisation. Nous sommes moins bien placés en matière de cybersécurité, d'e-participation et d'e-gouvernement. La Suisse se développe également plus lentement que d'autres pays européens en matière d'e-ID. La disponibilité de compétences numériques parmi les professionnels suisses est également souhaitable. Dans ce domaine, la disponibilité semble pourtant s'éroder. La Suisse doit par conséquent orienter la formation vers les compétences et les connaissances nécessaires dans un environnement numérisé.

Les Vert'libéraux s'y engagent

Libérer des moyens pour l'innovation

Les Vert'libéraux soutiennent un renforcement d'Innosuisse et s'engagent pour le développement des parcs d'innovation. Ils constituent une interface idéale entre la recherche, les start-ups et les entreprises établies. Nous saluons donc les projets de création d'un fonds d'innovation ou d'un fonds pour les start-ups.

Les nouveaux modèles de travail et les services de plateforme doivent être rendus applicables au lieu d'être entravés. Nous pourrions ainsi mieux utiliser les multiples potentiels des habitants de notre pays. Il est essentiel que les travailleurs bénéficient également d'une protection sociale dans le cadre des services de plateforme. Tous les acteurs sont appelés à créer des solutions flexibles à cet effet.

⁶ https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2021.pdf

⁷ <https://www.imd.org/centers/world-competitiveness-center/rankings/world-digital-competitiveness/>

Ancrer le principe d'innovation dans la politique

Nous voulons que le principe d'innovation soit utilisé pour les décisions politiques, en complément du principe de précaution. Lors de l'étude d'impact, il ne faut pas seulement tenir compte des potentiels risques d'une mesure. Il faut également déterminer les chances manquées en cas d'omission. C'est ainsi que nous assurons l'avenir.

Des compétences numériques pour toutes et tous

La numérisation doit être mieux prise en compte dès l'enseignement scolaire. Les écoles publiques doivent immédiatement améliorer leurs compétences numériques à tous les niveaux. Cela concerne aussi bien les enseignant·es que les élèves et nécessite un niveau d'équipement suffisant des écoles et des classes. Les Vert^{libéraux} demandent donc un investissement dans la « digital literacy » de toute la population, afin que personne ne soit laissé de côté. Tous les groupes sociaux, y compris les générations plus âgées, doivent pouvoir améliorer leurs compétences numériques. Cela concerne également la sensibilisation et la gestion des cyber-risques et la participation au commerce numérique.

Développer fortement l'infrastructure numérique

Des mesures réglementaires sont nécessaires pour accélérer le développement de l'infrastructure numérique. Cette infrastructure constitue la base d'une utilisation efficace des ressources dans les domaines des transports, de l'approvisionnement en énergie, de la santé et de l'agriculture. Une distinction doit être faite entre l'infrastructure (publique) et l'exploitation (privée). C'est surtout dans les régions rurales que la Suisse a un grand besoin de rattrapage.

Pour créer une infrastructure numérique moderne, il faut une accélération de l'extension du réseau de fibre optique et de la 5G. Les conditions réglementaires pour une extension rapide doivent être créées sans délai. Parallèlement, les subventions accordées aux anciennes technologies doivent être supprimées et adaptées aux nouvelles technologies lorsque cela s'avère nécessaire.

Stratégie informatique et des données à l'échelle de la Suisse

L'utilisation transparente des données et leur objectif d'utilisation doivent être fixés dans une stratégie informatique et de données à l'échelle de la Suisse, pour le bien de la société. Des normes de traitement et de gestion et une interopérabilité communes sont nécessaires au sein de l'administration fédérale ainsi qu'entre la Confédération et les cantons. Les cantons, les communes ou certains offices doivent pouvoir recourir plus facilement aux solutions informatiques d'autres acteurs étatiques. Cela permet d'augmenter l'efficacité en réduisant les coûts. La voie à suivre passe par des incitations et la transparence, et non par une centralisation prescrite. Dans le domaine de la cyberadministration, la mise en œuvre d'un accès sans obstacle et numérique à toutes les activités administratives, tout en préservant la sécurité, doit impérativement être abordée.

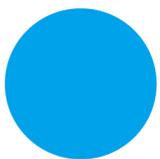
Plus durable et plus efficace grâce à la numérisation

Grâce à la numérisation, les processus sont radicalement simplifiés et la précision augmente dans de nombreux domaines. La numérisation permet donc d'importants gains d'efficacité. Dans le domaine de la santé, par exemple, la numérisation permet de développer de nouvelles méthodes de diagnostic et de nouvelles thérapies. Les Vert^{libéraux} s'engagent également pour une utilisation sans faille du dossier électronique du patient au niveau national ainsi que pour une infrastructure informatique nationale de la santé, tout en respectant la protection des données. Dans l'agriculture, moins de pesticides sont utilisés grâce au digital farming. La numérisation est également une clé importante pour un monde durable et climatiquement neutre.

Positionner la Suisse comme un acteur mondial de la numérisation

La numérisation est intrinsèquement transfrontalière et les modèles commerciaux numériques sont faits pour évoluer à l'échelle internationale. C'est pourquoi la Suisse doit ici aussi raisonner à l'échelle multilatérale et s'engager en faveur de normes mondiales.

La Suisse possède d'excellents atouts pour la création de standards et de normes pour le monde numérique : en particulier notre compréhension de la protection des données et de la sphère privée, ainsi que la collaboration entre les hautes écoles et les entreprises, mais aussi la Genève internationale. C'est pourquoi il vaut la peine d'investir de manière ciblée pour assurer à la Suisse un bon positionnement en la matière.





*Des finances saines et
des impôts pertinents*



Vert libéraux.
créateurs d'avenir

6. Des finances saines et des impôts pertinents

Les Vert libéraux poursuivent une politique financière durable et orientée vers la croissance. Des priorités claires doivent être fixées en matière de dépenses. Nous ne voulons pas laisser des montagnes de dettes à nos descendants. Nous sommes favorables à un frein à l'endettement efficace, mais voyons certaines adaptations, notamment pour le financement d'investissements durables et à long terme. Les Vert libéraux souhaitent que des institutions sociales et de prévoyance durables voient le jour.⁸ Les dépenses courantes doivent être financées par des recettes courantes. Un financement par crédit doit toutefois être autorisé pour certains nouveaux investissements. La dette publique ne doit cependant pas augmenter plus que le produit intérieur brut (PIB).

Nous soutenons aussi bien une concurrence fiscale loyale entre les cantons et les communes que la péréquation financière. La concurrence fiscale favorise une utilisation efficace des ressources limitées de l'État et conduit à une offre de prestations étatiques adaptée aux besoins. Parallèlement, la péréquation des ressources et des charges garantit la solidarité nécessaire entre les cantons et les régions. Nous voulons simplifier considérablement le système fiscal et le rendre compatible avec nos objectifs de durabilité au moyen d'une orientation écologique.

Les Vert libéraux s'y engagent

Améliorer les impôts, et non les augmenter

Des taux d'imposition attractifs sont un avantage important pour les personnes physiques et les entreprises. La Suisse ne doit pas perdre cet atout mais elle doit aussi décider, dans le cadre des normes internationales, de réformes ciblées qui soient rentables sur le plan économique. Il est toutefois important que celles-ci ne soient pas orientées vers des intérêts particuliers, voire qu'elles n'entraînent pas de mauvaises incitations.

Les Vert libéraux demandent un renforcement du principe « tax bads, not goods ». Ainsi, nous soutenons la suppression du droit de timbre de négociation pour les placements durables et pour la constitution de fonds propres. En revanche, les placements dans des secteurs non durables (par exemple l'industrie des énergies fossiles) doivent être plus fortement taxés.

Des déductions fiscales ciblées peuvent avoir un grand impact, par exemple pour l'assainissement écologique des bâtiments ou pour la conciliation de la vie familiale et professionnelle. Toutefois, elles peuvent aussi provoquer des avantages pour les hauts revenus ou même créer de fausses incitations, par exemple lorsque la mobilité non durable est fiscalement favorisée.

Réduire l'endettement privé

Les Vert libéraux soutiennent l'objectif d'un changement complet de système d'imposition de la propriété du logement. Les intérêts débiteurs pour les hypothèques et les dépenses d'entretien ne doivent plus être déductibles des impôts.⁹ Parallèlement, la valeur locative doit être supprimée.

La réglementation actuelle doit être réformée, tant du point de vue de l'économie nationale que du point de vue de la durabilité. L'endettement privé ne doit pas être encouragé par des incitations fiscales. Cela sert la stabilité de la place financière, car l'endettement hypothécaire en Suisse est très élevé en comparaison internationale et a

⁸ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20093186>

⁹ Les incitations fiscales pour l'assainissement des bâtiments et les mesures énergétiques, basées sur la législation dans le domaine de l'énergie, ne seraient pas affectées.

encore augmenté ces dernières années. Cette évolution n'est pas durable et comporte des risques importants sur le marché immobilier et hypothécaire.

Établir des priorités claires en matière de dépenses

Pour amortir la crise du COVID-19, des dépenses élevées, uniques dans l'histoire, ont été approuvées, ce qui a entraîné une augmentation de la dette publique. Ces dernières années, divers projets qui laissent présager une baisse des recettes ou une augmentation des dépenses ont en outre été approuvés. A moyen et long terme, la dette publique ne doit pas croître plus vite que le produit intérieur brut (PIB), de sorte que le taux d'endettement (dette brute en pourcentage du PIB) reste constant. En effet, ce n'est que grâce à des finances solides que nous resterons capables d'agir et de faire face aux crises futures. Chaque génération a ses propres défis et doit disposer de la marge de manœuvre financière nécessaire pour y faire face.

Parallèlement, les Vert'libéraux revendiquent une politique budgétaire solide et orientée vers l'investissement, car la Suisse a besoin de véritables impulsions de croissance grâce à des investissements d'avenir dans les infrastructures, la numérisation, les technologies innovantes, la formation et la protection du climat. Le financement à crédit de nouveaux investissements qui apportent un bénéfice à long terme à l'économie et à la société doit donc être possible.

Devenir le numéro 1 dans les investissements écologiques

Chaque pays doit contribuer à atténuer et à compenser les conséquences du changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité. Grâce à son marché financier fort, aux compétences qui y sont liées et à son avantage concurrentiel, la Suisse peut avoir un impact énorme au niveau national, mais surtout international.

Actuellement, les capitaux privés ont toujours du mal à financer les projets indispensables à grande échelle et à la vitesse requise. Il s'agit notamment des grands investissements dans le domaine des énergies renouvelables, de la protection de la biodiversité ou des investissements dans les technologies à émissions négatives.

Les Vert'libéraux demandent donc la création de conditions-cadres appropriées et de nouveaux instruments pour le financement de projets de transformation écologique en Suisse et à l'étranger. En principe, les conditions-cadres du marché doivent être améliorées de sorte que les projets ayant un impact sur le climat et la biodiversité soient encouragés. L'État ne doit apporter un soutien financier que de manière subsidiaire, sous la forme de financements initiaux, lorsque le marché n'est pas en mesure d'assurer un financement suffisamment important et rapide.

Une Green Investment Bank¹⁰ ou un Swiss Sustainable Development Fund¹¹ devraient être créés pour le financement subsidiaire de grands projets en faveur de la protection du climat et de la préservation de la biodiversité. L'objectif principal de la banque ou du fonds est de minimiser les risques afin d'augmenter l'attractivité pour les investisseurs privés. Les nouvelles technologies et les grands projets présentant un risque d'investissement élevé, une expérience limitée et une longue période d'investissement doivent être encouragés.

Préserver l'indépendance de la Banque nationale suisse

L'indépendance de la Banque nationale suisse (BNS) est inscrite comme principe au niveau constitutionnel. Pourtant, de nombreuses convoitises se font de plus en plus entendre sur tout ce qui devrait être financé par les réserves de la BNS : la prévoyance vieillesse, le tournant énergétique, les grands projets d'infrastructure, etc. Ce sont des préoccupations qui méritent d'être soutenues. Néanmoins, les Vert'libéraux s'opposent clairement à toute intervention contrevenant à l'indépendance de la BNS.

¹⁰ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20223470>

¹¹ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20203798>

Les Vert'libéraux défendent l'indépendance de la BNS, car sa mission est claire : elle est responsable de la politique monétaire de la Suisse, en particulier de la stabilité des prix. Des interventions remettant en question l'indépendance de la BNS pourraient donc nuire à la stabilité des prix et donc à l'ensemble de la performance économique. Nous rejetons donc le financement de l'État par la planche à billets. La situation actuelle montre justement le bien-fondé de cette indépendance de la BNS, dont l'action nous a permis jusqu'à présent de traverser avec succès plusieurs turbulences.

